

Document sur l'économie

Marché des produits de base

1- L'impact de la hausse des prix des produits de base

Les prix des produits de base ont enregistré des hausses spectaculaires depuis l'été 2007.

Dans la majorité des cas, ces hausses étaient directement ou indirectement liées à la progression des cours du pétrole et à l'augmentation de la demande de biocarburant. Les prix du pétrole ont approché les 130 dollars par baril en mai 2008, soit près du double du cours affiché l'année précédente. Le prix des engrais a rattrapé la hausse du pétrole de ces dernières années, et il a pratiquement triplé par rapport à mai 2008. Le prix des céréales a doublé par rapport à l'an passé. L'ascension du cours des céréales a commencé au cours de l'été 2006 lorsque le prix du maïs a fait un bond, en grande partie parce qu'une proportion plus importante des superficies cultivées a été utilisée pour la production d'éthanol. Pendant l'été 2007, le prix des céréales a suivi, en bonne part parce que les surfaces céréalières ont été consacrées à des cultures fourragères (maïs et soja aux États-Unis, et colza et tournesol dans les pays exportateurs de blé comme l'Argentine, le Canada et l'Europe).

Le prix du riz est resté faible en 2007 comparativement à d'autres céréales.

Mais la situation a changé du tout au tout dans le premier trimestre 2008, lorsque le prix du riz a triplé, parce que cette céréale a remplacé le blé au niveau de la demande et en partie parce que les autorités nationales ont réagi en imposant des restrictions sur les exportations et en accroissant les importations dans le but de constituer des réserves.

La hausse des prix pour les autres produits de base a été plus modérée et plus nuancée.

Le cours moyen des métaux a en fait diminué à la fin de 2007 avant d'atteindre de nouveaux records au début de 2008.

Exprimés en dollars, le prix des métaux a chuté de 15 % pendant la seconde moitié de 2007, mais à partir de là il a enregistré une hausse de près de 30 % jusqu'en avril 2008, pour s'établir à un niveau supérieur de 10 % à celui de l'année précédente.

Dans le même temps, les monnaies des pays en développement importateurs de produits de base se sont appréciées de 9 % en moyenne par rapport au dollar au cours des 12 derniers mois, de sorte que le prix des métaux exprimé dans la monnaie de ces pays est resté pratiquement stable par rapport à l'année précédente.

Et par rapport aux prix à la consommation, autrement dit en tenant compte de l'inflation globale, le prix des métaux a baissé de 7 % par rapport à l'année précédente.

2- Marchés pétroliers

Le cours du pétrole a fortement augmenté au cours des derniers mois de 2007, dépassant les 130 dollars le baril en mai 2008.

La récente flambée des prix de l'or noir reflète pour l'essentiel la stagnation de l'offre consécutive à l'atonie de la production des pays hors de la zone OPEP, et aux contraintes de production dans cette zone, plutôt qu'à une progression importante de la demande.

La croissance de la demande mondiale de pétrole a sensiblement fléchi, tombant de 3,6 % en 2004 à près de 1 % en 2006 comme en 2007, du fait que la demande de pétrole de la zone OCDE a légèrement fléchi au cours des deux dernières années et qu'elle a baissé au cours du premier trimestre 2008.

Dans les pays extérieurs à la zone de l'OCDE, la demande a continué à progresser à un rythme rapide, en particulier en Asie et dans les pays exportateurs de pétrole.

En Chine, la demande de pétrole a, selon les estimations établies, fait un bond de 8 % au cours du premier trimestre du fait que le pays a recommencé à utiliser des groupes électrogènes d'appoint pour remédier aux pénuries d'électricité.

Toutefois, la demande mondiale a diminué, car le niveau élevé des cours du pétrole depuis plusieurs années commence à se faire sentir, favorisant l'augmentation des rendements énergétiques et l'adoption de sources énergétiques autres que les hydrocarbures.

L'offre mondiale de pétrole a stagné en 2007. La production des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a baissé à la suite de l'amputation de 1,7 million de barils par jour en fin 2006/début 2007.

Cette décision a contribué à faire baisser les stocks de façon importante dans la seconde moitié de 2007 et à pousser fortement les cours à la hausse.

Plus récemment, la production a progressivement augmenté pour répondre à la demande du marché, ce qui est en particulier le cas pour l'Irak et l'Angola, nouveau membre de l'Organisation.

Mais en dehors de l'ex-Union soviétique, l'augmentation de l'offre des pays extérieurs à l'OPEP a été décevante, du fait que la forte baisse de production de la Mer du Nord et des États-Unis — et plus récemment du Mexique— a généralement compensé la hausse substantielle de la production dans d'autres pays comme le Canada, le Brésil et l'Afrique de l'Ouest.

Au cours du premier trimestre 2008, la production de la Russie a baissé pour la première fois depuis neuf ans, ce qui a eu pour effet d'accroître la nervosité des acteurs économiques quant à l'évolution future de l'offre de pétrole.

La production non-OPEP a été freinée par plusieurs facteurs : l'alourdissement des coûts, les contraintes pesant sur l'offre des équipements et de la main-d'œuvre, l'épuisement des réserves des gisements vieillissants, la hausse de la fiscalité, la renégociation des contrats en cours ou la nationalisation de fait et la limitation de l'accès à des réserves abondantes à faible coût.

Ce dernier élément contraint les compagnies pétrolières internationales à explorer et développer des gisements plus coûteux dans des environnements plus difficiles, tels que les sables bitumineux et les champs pétrolifères en eau profonde.

Il existe encore des frontières pour trouver de nouvelles réserves dans des eaux encore plus profondes, dans l'Arctique et d'autres régions inexplorées.

Compte tenu de la faiblesse des stocks et de la limitation des capacités disponibles de l'OPEP, les perturbations temporaires de l'exploitation (comme celles qui se produisent au Nigéria et dans la Mer du Nord) ou les perturbations potentielles (par exemple lorsque le Venezuela a menacé d'arrêter les expéditions de pétrole aux États-Unis) peuvent facilement provoquer de violents mouvements de prix à la hausse.

Deux autres éléments contribuent encore à déstabiliser les prix.

Les investisseurs qui se détournent des actifs financiers générateurs de pertes à la recherche de placements rentables ont accru leur participation dans les marchés à terme du pétrole brut dans le but de profiter de la hausse des cours.

Le nombre des contrats à terme sur le NYMEX a doublé depuis 2005, même si avec la flambée des prix enregistrée depuis le quatrième trimestre 2007, le nombre des participants non commerciaux (souvent qualifiés de spéculateurs) a en fait diminué.

L'affaiblissement du dollar et les pressions inflationnistes mondiales ont aussi contribué à pousser les cours du pétrole à la hausse.

Certes, le marché du pétrole devrait rester tendu dans les années à venir, mais une certaine modération des prix n'est pas impossible avec le ralentissement de l'économie mondiale et le tassement éventuel de la demande de pétrole, alors qu'une offre nouvelle de pétrole non OPEP (temporairement contenue en raison du retard des projets) devrait arriver tôt ou tard sur le marché.

En outre, plusieurs pays OPEP effectuent d'importants investissements qui pourraient accroître sensiblement les capacités dans les années à venir.

Toutefois, la question de savoir si ces projets se transformeront en production ou si des investissements supplémentaires seront effectués augmente les incertitudes qui planent sur l'offre.

Mais le niveau élevé des prix stimule l'innovation sous toutes ses formes, du côté de la demande comme du côté de l'offre, ce qui, ajouté aux pressions environnementales, devrait tempérer la demande de pétrole à l'avenir.

Sur le moyen-long terme, l'offre d'or noir sera complétée par du pétrole non conventionnel et d'autres liquides (issus du charbon, du gaz et de l'agriculture — essentiellement d'origine cellulosique).

3- Produits agricoles

Dans le groupe des produits alimentaires et agricoles, les principaux déterminants de l'augmentation des prix sont la demande de biocarburants aux États-Unis et en Europe, l'augmentation du prix des engrais et de l'énergie et la faiblesse du dollar.

La hausse des prix a été particulièrement marquée pour les oléagineux, dont les prix ont doublé dans les premiers mois de 2008 par rapport à l'année précédente ; et pour les céréales, qui ont augmenté de 76 % pendant la même période.

Le niveau élevé des prix est directement lié à l'augmentation de la production d'éthanol à partir du maïs aux États-Unis et du biodiésel à partir des huiles végétales en Europe.

Au cours de chacune des deux dernières années, plus de la moitié de la croissance de la demande mondiale de céréales a été due au fait que les États-Unis ont consacré une partie plus importante des cultures de maïs à la production d'éthanol.

La part de la production mondiale de maïs utilisée pour l'éthanol était de 2,5 % en 2000, 5 % en 2004 et 11 % en 2007.

L'augmentation de la demande a pu être satisfaite dans un premier temps par la réduction des stocks, avec une hausse limitée des prix. Les stocks mondiaux de maïs, qui représentaient 32 % de la demande mondiale en 1999, ont été ramenés à 13 % de la demande en 2007.

Quand les stocks sont tombés à des niveaux faibles, les prix ont flambé lorsque l'éventualité d'une pénurie de l'offre est devenue réalité.

Les autres sources de la demande de produits d'alimentation humaine et animale n'ont pas progressé à un rythme particulièrement rapide. La demande chinoise de produits d'alimentation animale dans la décennie actuelle par exemple a augmenté à rythme inférieur à 1 % par an.

D'autre part, les importations de céréales des pays en développement sont restées stables au cours des dernières années, et leur part dans la production mondiale a diminué. Dans un petit nombre de marchés, il y a bien eu une hausse brutale de la demande des pays en développement en 2007 (avec le bond des importations chinoises de soja par exemple), mais il s'agissait d'exceptions plutôt que de la règle.

L'ascension des prix sur les marchés internationaux de produits alimentaires a été amplifiée par la réaction des autorités nationales, en particulier dans les pays exportateurs de céréales.

Les mesures adoptées — telles que l'interdiction d'exporter le riz non-Basmati en Inde ; la décision d'alourdir les droits de douane applicables aux exportations de céréales, ou d'interdire l'exportation de ces produits prise par l'Argentine, la Chine, le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine, ou la baisse des droits de douane applicables aux importations dans les pays importateurs de denrées alimentaires — visent à peser sur les prix intérieurs, mais elles ont aussi pour effet de pousser les prix internationaux à la hausse, tant sur le court terme que sur le long terme.

Sur le court terme, elles aggravent les pénuries sur les marchés internationaux. Sur le long terme, elles dissuadent les producteurs d'augmenter l'offre pour profiter de la hausse des prix.

Dans la mesure où l'augmentation de la demande de biocarburants est liée au niveau élevé des cours du pétrole, une corrélation nouvelle et plus forte s'est établie entre les marchés pétroliers et les marchés agricoles.

Mais les prix du pétrole ont de tout temps influé sur les prix agricoles à travers les structures de coût.

La production de céréales, surtout aux États-Unis, consomme des quantités importantes d'énergie et d'engrais.

Ce lien a clairement joué en 2007.

Au début de 2008, le prix des engrais avait triplé par rapport à l'année précédente.

Le prix des produits alimentaires qui font l'objet d'échanges internationaux devrait fléchir par rapport aux niveaux record atteints récemment, tout en restant élevé par rapport aux tendances passées.

Le prix de l'énergie devrait se maintenir à un niveau élevé ; les nouvelles prescriptions augmenteront l'utilisation du biocarburant en Europe et aux États-Unis, tandis que les restrictions commerciales empêchent d'exploiter pleinement le potentiel important de production d'éthanol au Brésil.

L'offre ne peut s'ajuster que progressivement à une progression brutale de la demande car il faut du temps et des investissements substantiels pour mettre de nouvelles superficies en production.

De plus en plus, les responsables nationaux seront mis au défi de s'attaquer à la fois aux causes et aux conséquences de l'explosion actuelle des denrées alimentaires et de l'énergie.

Pour ce qui est des causes de la flambée de prix, l'obligation d'accroître l'utilisation des biocarburants aux États-Unis et en Europe — en combinaison avec les restrictions appliquées aux importations d'éthanol brésilien — pourrait être réexaminée.

Le niveau élevé des prix agricoles offre aussi une occasion de réduire les distorsions sur les marchés agricoles, ce qui est nécessaire pour compléter les négociations commerciales de Doha.

Et les pays producteurs de pétrole pourraient ajuster leurs quotas de production à la hausse pour éliminer les restrictions qui pèsent sur l'augmentation des capacités.

Chose tout aussi importante, les politiques devraient être centrées sur l'atténuation des effets défavorables généralisés du niveau extraordinairement élevé du prix des produits agricoles.

La hausse des prix pétroliers au cours des dernières années s'est traduite par des transferts internationaux importants des pays importateurs de pétrole au profit des pays exportateurs de pétrole, accentuant ainsi le déséquilibre du compte des transactions courantes de l'ensemble des pays du monde.

Les pays importateurs de pétrole dont le compte courant accuse déjà un déficit substantiel, vont être confrontés à des difficultés d'autant que l'offre internationale de crédit se raréfie.

Les options à court terme pour traiter ce problème sont limitées, mais sur le long terme il faudra faciliter dans la mesure du possible l'ajustement indispensable à l'alourdissement des factures d'importation du pétrole par des politiques budgétaires prudentes, des incitations visant à améliorer les rendements énergétiques et des mesures pour promouvoir la compétitivité des exportations.

Contrairement à ce qui se passe pour le pétrole, les transferts internationaux de revenu liés au niveau élevé des denrées alimentaires sont relativement peu importants.

Les deux tiers de la production mondiale de pétrole donnent lieu à des échanges internationaux, et la hausse des cours du pétrole implique d'importants transferts de revenu entre les pays.

Mais les effets de la hausse des produits alimentaires sur la balance des paiements sont mineurs.

Seulement 19 % de la production mondiale de céréales donnent lieu à des échanges internationaux, et les parts correspondantes pour le maïs et le riz sont respectivement de 13 % et 4 %.

Les huiles comestibles, dont 42 % de la consommation mondiale sont importés font exception à la règle, mais les quantités sont trop faibles pour avoir une incidence importante sur les termes de l'échange.

Toutefois, pour un groupe restreint de petits pays fortement tributaires des importations de produits alimentaires, les effets défavorables sur les termes de l'échange sont déjà importants et ne sont pas compensés par la hausse des prix d'autres produits de base.

Ces pays incluent le Cap-Vert, Djibouti, l'Érythrée, la Gambie, Haïti, le Lesotho et São-Tomé-et-Principe.

Les pays qui ont bénéficié d'effets nettement plus favorables sur les termes de l'échange du fait de la hausse du prix des cultures vivrières sont notamment le Belize, Fidji, le Guyana, la Malaisie, le Paraguay et le Swaziland.

Si les effets sur la balance des paiements sont peu sensibles, il n'en va pas de même pour la situation intérieure, tout au contraire.

Les variations de la balance des paiements ne sont pas un indicateur particulièrement valable de la gravité potentielle des conséquences de la hausse des prix au plan intérieur.

Pour les pays exportateurs de céréales, le niveau élevé des prix entraîne une amélioration de la balance des paiements, mais d'un autre côté le niveau élevé des prix intérieurs pénalise les populations.

L'impact est plus important pour ceux qui vivent dans une pauvreté extrême et qui ne tirent aucun bénéfice du niveau élevé des prix agricoles parce que leur revenu n'augmente pas en même temps que ces prix.

La plupart de ces pauvres vivent dans des zones urbaines, mais, dans les populations rurales, nombreux sont ceux qui sont aussi des consommateurs nets de denrées alimentaires.

Les pauvres sont particulièrement touchés étant donné que, dans bien des cas, ils consacrent plus de la moitié de leur revenu à l'alimentation et à l'énergie et qu'ils n'ont pas accumulé suffisamment de richesse pour absorber l'augmentation des coûts.

Les effets potentiels de la hausse des produits de base sur l'inflation intérieure sont un autre sujet de préoccupation.

Si les prix de l'alimentation ont un impact plus faible que les prix du pétrole sur les termes de l'échange et le compte des transactions courantes, les effets sur l'inflation domestique sont en général plus importants parce que l'alimentation entre pour une part plus importante que l'énergie dans la consommation.

C'est particulièrement vrai pour les pays en développement. De la même façon que le panier du consommateur se compose en bonne partie de produits d'alimentation, l'alimentation occupe une large part de la consommation totale dans les pays pauvres.

De ce fait, les sautes de prix de l'alimentation ont en général un impact plus important sur la hausse des prix à la consommation dans les pays en développement que dans les pays à revenu élevé.

Depuis que les prix des produits de base ont commencé à monter en 2003, le taux d'inflation médian a sensiblement augmenté dans les pays en développement, une progression brutale étant observée en 2007 avec l'explosion du prix des produits alimentaires.

Ces pressions inflationnistes constituent une gageure particulière pour les responsables de la politique macroéconomique des pays en développement étant donné qu'une partie notable des succès économiques de la dernière décennie est attribuable à des politiques qui ont permis de stabiliser puis de réduire l'inflation.

Dans certains cas, l'augmentation des prix liée aux marchés internationaux de l'énergie et de l'alimentation finit par pousser à la hausse certains facteurs domestiques et internationaux qui alimentent l'inflation.

C'est vrai pour certains pays exportateurs de pétrole et plusieurs pays de l'Europe centrale et orientale, où d'importantes entrées de capitaux ont provoqué une croissance rapide du crédit, ainsi que pour quelques pays d'Amérique latine, où le laxisme des politiques monétaires et budgétaires a créé des pénuries.

En partie à cause de l'insuffisance des données, la corrélation entre les prix internationaux et les prix intérieurs des produits alimentaires pour les économies en développement et la relation entre les prix intérieurs des produits alimentaires et l'inflation globale est difficile à établir.

Les données concernant 23 pays (pour l'essentiel des pays à revenu intermédiaire) montrent que la hausse de l'indice des prix alimentaires sur le marché intérieur est pratiquement universelle, mais avec un facteur de cinq à dix fois inférieur à la hausse des cultures vivrières faisant l'objet d'échanges internationaux.

Pratiquement partout, les prix de l'alimentation sont la force dominante qui pousse l'inflation à la hausse dans les pays en développement.

De fait, dans la plupart des pays, la portion non alimentaire des prix à la consommation a enregistré une décélération en 2007 par rapport à 2006.

C'est peut-être une bonne nouvelle en ce sens que l'explosion des prix de l'alimentation observée au cours de ces deux dernières années peut être suivie par une certaine détente des prix dans les années à venir, et il y a peu d'indications à ce jour qui permettent de conclure que les prix alimentaires ont eu des effets secondaires substantiels.

Les banques centrales de la plupart des pays en développement demeurent donc prudentes et nombre d'entre elles ont adopté une orientation restrictive.

(source : <http://go.worldbank.org>)